

5 février 1980 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# ENTRETIEN DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING AVEC DES JOURNALISTES FRANÇAIS SUR LA CONDAMNATION DE L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN PAR LA FRANCE ET LA RFA, LORS DU 35ÈME SOMMET FRANCO- ALLEMAND, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, LE MARDI 5 FÉVRIER 1980

` POLITIQUE ÉTRANGÈRE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` LE PRÉSIDENT.- C'EST LA SUITE DU COMMENTAIRE DE CE MATIN. JE SOUHAITERAIS QUE LES QUESTIONS PORTENT UNIQUEMENT SUR LE SOMMET FRANCO - ALLEMAND ET LA SITUATION INTERNATIONALE LIÉE AUX AFFAIRES FRANCO - ALLEMANDES. MAIS PAS SUR DES QUESTIONS INTERNATIONALES AUTRES QUE CELLES LIÉES À CE SOMMET.

- QUESTION.- Y A-T-IL DURCISSEMENT DE LA POSITION FRANÇAISE ?

- LE PRÉSIDENT.- JE NE CROIS PAS. LA DÉCLARATION QUE NOUS AVONS SIGNÉE CE MATIN EST AU CONTRAIRE TOUT À FAIT DANS LA LIGNE DE L'ATTITUDE QUE NOUS AVONS PRISE DES LE DÉBUT DE CETTE AGGRAVATION DE LA SITUATION INTERNATIONALE ` INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN ` . NOUS SOULIGNONS D'UNE PART LE CARACTÈRE INACCEPTABLE DE CERTAINES INTERVENTIONS OU ACTIONS ET D'AUTRE PART LA VOLONTÉ DE RECHERCHER LES MOYENS DE PRÉSERVER LES ACQUIS DES DERNIÈRES ANNÉES EN CE QUI CONCERNE LA PAIX ET LE MAINTIEN DE LA DÉTENTE.\

` POLITIQUE ÉTRANGÈRE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.-

QU'ENTENDEZ-VOUS PAR "RESPONSABILITÉS PARTICULIÈRES" DES PUISSANCES EUROPÉENNES ?

- LE PRÉSIDENT.- C'EST UN DES POINTS IMPORTANTS DE CE QUE NOUS AVONS DIT. JUSQU'À PRÉSENT ON A ENTENDU DANS LE MONDE DE GRANDES VOIX, LA VOIX DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA VOIX DE L'UNION SOVIÉTIQUE ` URSS ` . FINALEMENT ON S'ATTENDAIT À CE QUE LES AUTRES VOIX NE S'EXPRIMENT QUE PAR-RAPPORT À CELLES-CI. IL EST TRÈS IMPORTANT DE FAIRE APPARAÎTRE, DANS CETTE CIRCONSTANCE ET DESORMAIS, QU'IL EXISTE DES RESPONSABILITÉS PARTICULIÈRES AUX PUISSANCES EUROPÉENNES.

- POURQUOI DES RESPONSABILITÉS PARTICULIÈRES ? C'EST D'ABORD PARCE QUE CES PUISSANCES EXISTENT, QU'ELLES ONT PAR ELLES-MÊMES UNE CAPACITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE QUI EST IMPORTANTE ET CROISSANTE & D'AUTRE PART PARCE QU'ELLES ONT UNE PRÉOCCUPATION PARTICULIÈRE EN CE QUI CONCERNE LE MAINTIEN DE LA PAIX. DANS CE MÊME PARAGRAPHE, NOUS RAPPELONS QUE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE ` RFA ` SONT LES DEUX PAYS DU MONDE QUI ONT SANS DOUTE, AU TOTAL, LE PLUS SOUFFERT À LA SUITE DES DEUX DERNIERS CONFLITS MONDIAUX ET QUI ONT MONTRE AU-COURS DES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES LEUR ATTACHEMENT À LA CAUSE DE LA PAIX PAR UNE SÉRIE D'INITIATIVES. À L'HEURE ACTUELLE, FACE AUX

TENSIONS INTERNATIONALES, ELLES ONT DONC UNE RESPONSABILITE PARTICULIERE, CELLE D'EXAMINER LES MOYENS QUI PERMETTENT DE RECHERCHER LE MAINTIEN DE CETTE PAIX.

- QUESTION.- COMMENT CES RESPONSABILITES PARTICULIERES PEUVENT-ELLES S'EXERCER ?

- LE PRESIDENT.- EN CAS DE CONFRONTATION EXTREME, NOUS L'AVONS INDIQUE, NOUS APPARTENONS A UNE ALLIANCE `ATLANTIQUE`. D'AILLEURS LES GOUVERNEMENTS FRANCAIS ET PARTIS POLITIQUES FRANCAIS ONT TOUJOURS REAFFIRME L'APPARTENANCE DE LA FRANCE A CETTE ALLIANCE.

- C'EST PRECISEMENT POUR EVITER CETTE SITUATION DE CONFRONTATION EXTREME, QU'IL Y A DES EFFORTS A ENTREPRENDRE, DES INITIATIVES A ENGAGER. L'ORIGINE DE LA TENSION ACTUELLE A ETE LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LES FORCES SOVIETIQUES SONT ENTREES EN AFGHANISTAN ET LES SUITES QUI SONT DONNEES PAR L'UNION SOVIETIQUE AUX RESOLUTIONS DES NATIONS-UNIES SUR CE POINT. NOUS PENSONS QU'IL EST IMPORTANT DE MAINTENIR AVEC L'UNION SOVIETIQUE UN DIALOGUE, CE DIALOGUE PERMETTANT DE DEFINIR LES MOYENS ET LES CONDITIONS PERMETTANT D'EFFECTUER LE RETRAIT DES FORCES SOVIETIQUES D'AFGHANISTAN.\ `POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES` QUESTION.- LA DETENTE EST-ELLE DIVISIBLE ?

- LE PRESIDENT.- NON. ON NE PEUT AVOIR L'IDEE QUE LA DETENTE EST DIVISIBLE. NOUS AVONS D'AILLEURS TOUJOURS ETE, EN CE QUI NOUS CONCERNE, ACQUIS A L'IDEE DE DETENTE GLOBALE. J'AI D'AILLEURS INDIQUE, A PLUSIEURS REPRISES AU-COURS DE MES VOYAGES EN UNION SOVIETIQUE, QU'A NOS YEUX LA DETENTE ETAIT GLOBALE. PAR CONTRE, IL FAUT CONSTATER QU'IL Y A DES PROBLEMES SPECIFIQUES A L'EUROPE ET QU'EN-PARTICULIER L'EQUILIBRE DES MOYENS DE SECURITE EN EUROPE EST UN PROBLEME EN SOI.

- QUESTION.- LE DIALOGUE AVEC L'UNION SOVIETIQUE `URSS` EST-IL INTERROMPU ?

- LE PRESIDENT.- NON. DANS DES SITUATIONS COMME CELLES-CI, JE CROIS QU'IL EST TRES IMPORTANT QUE CHACUN DES GRANDS ACTEURS DE LA VIE INTERNATIONALE SACHE EXACTEMENT LES DONNEES DONT IL DOIT TENIR \_COMPTE DANS SES DECISIONS A VENIR.

- IL SERAIT IMPORTANT QUE L'UNION SOVIETIQUE CONNAISSE A L'AVANCE LES REACTIONS DES PRINCIPALES PUISSANCES EUROPEENNES OU MONDIALES FACE A TELLE OU TELLE INITIATIVE QU'ELLE POURRAIT ETRE CONDUITE A ENVISAGER. IL EST TRES IMPORTANT DE LE FAIRE SAVOIR. DANS LES CONTACTS DIPLOMATIQUES QUE NOUS AVONS AVEC L'UNION SOVIETIQUE, DEPUIS LE DEBUT DE CETTE CRISE, NOUS AVONS INDIQUE TRES PRECISEMENT CES LIMITES.

- PAR CONTRE, DES LORS QUE CES LIMITES NE SONT PAS FRANCHIES, IL EST AU CONTRAIRE LEGITIME DE RECHERCHER LES MODALITES ET LES CONDITIONS QUI PERMETTRAIENT DE METTRE FIN A L'INTERVENTION SOVIETIQUE EN AFGHANISTAN.\ `POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES` QUESTION.- Y A-T-IL EU DES DIVERGENCES D'APPRECIATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE `RFA` ?

- LE PRESIDENT.- NON. IL N'Y A PAS DE DIFFERENCE.

- QUESTION.- ON A L'IMPRESSION QUE LES ALLEMANDS SONT D'ACCORD POUR QUE LES PUISSANCES EUROPEENNES SE REPARTISSENT LES ROLES, VOIRE DES ZONES D'INFLUENCE ? QUELLE EST VOTRE POSITION A CE SUJET ?

- LE PRESIDENT.- IL Y A DEUX IDEES QUI NE DOIVENT PAS ETRE RETENUES TELLES QUELLES. LA PREMIERE IDEE, C'EST QU'IL Y AURAIT UNE SORTE DE SPECIALISATION DANS LE ROLE DES PARTENAIRES, LES UNS ASSURANT LA SECURITE, LES AUTRES ASSURANT LA \_RECHERCHE DE LA PAIX £ ON A ENTENDU RECEMMENT L'ECHO D'UNE TELLE ANALYSE.

- JE CROIS QUE TOUS LES PAYS DU MONDE ONT UNE RESPONSABILITE EN CE QUI CONCERNE LA SECURITE ET QUE TOUS LES PAYS DU MONDE ONT UNE RESPONSABILITE

CONCERNE LA SECURITE ET QUE TOUS LES PAYS DU MONDE ONT UNE RESPONSABILITE CONCERNANT LA RECHERCHE DE LA PAIX OU DU MAINTIEN DE LA DETENTE. SIMPLEMENT NOUS EXPRIMONS, EN CE QUI NOUS CONCERNE, L'EFFORT PARTICULIER DE LA FRANCE POUR MAINTENIR LA PAIX ET RECHERCHER LES CONDITIONS DE LA DETENTE.

- JE NE CROIS PAS NON PLUS QU'IL PUISSE Y AVOIR UNE SPECIALISATION GEOGRAPHIQUE TELLE QUE VOUS L'INDIQUEZ. PAR CONTRE IL Y A DES RAPPORTS DE FAIT. LA FRANCE A EXERCE DANS LE PASSE DES RESPONSABILITES PARTICULIERES DANS SES RELATIONS AVEC LE CONTINENT AFRICAIN. DE MEME NOUS SERONS CONDUITS A INTENSIFIER NOS RELATIONS AVEC LES PAYS DU GOLFE PERSIQUE. IL NE FAUT PAS RECHERCHER LA UNE VERITABLE SPECIALISATION. C'EST SIMPLEMENT L'EXPRESSION DE RELATIONS HISTORIQUES TRADITIONNELLES.

QUESTION.- AVEZ-VOUS PARLE DES JEUX OLYMPIQUES ?

- LE PRESIDENT.- NOUS AVONS EVOQUE BRIEVEMENT CETTE QUESTION QUI DOIT ETRE D'AILLEURS TRAITEE CET APRES-MIDI PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES. J'AI INDIQUE AU CHANCELIER HELMUT SCHMIDT QUELLE ETAIT NOTRE POSITION. LA POSITION DU GOUVERNEMENT FRANCAIS EST DE CONSIDERER QUE LES DECISIONS DANS CE DOMAINE APPARTIENNENT AUX INSTITUTIONS OLYMPIQUES, C'EST-A-DIRE AUX COMITES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX. J'AI INDIQUE EGALEMENT AU CHANCELIER QUE LA FRANCE APPUIERAIT TOUTE INITIATIVE QUI, POUR L'AVENIR, VISERAIT A DEGAGER LES JEUX OLYMPIQUES DES INFLUENCES EXCESSIVES DE L'ARGENT ET DE LA POLITIQUE.

QUESTION.- LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE RFA ONT-ELLES SUR CETTE QUESTION UNE POSITION IDENTIQUE ?

- LE PRESIDENT.- IL M'A SEMBLE QUE NOTRE POSITION ETAIT TRES VOISINE. UN DOCUMENT A ETE ETABLI PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES. C'EST CE DOCUMENT COMMUN QUI DOIT SERVIR CET APRES-MIDI DE BASE DE DISCUSSION AUX MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES NEUF PAYS DE LA COMMUNAUTE CEE. QUESTION.- PEUT-ON S'ATTENDRE A UN RETRAIT SANS DELAI DES TROUPES SOVIETIQUES ?

- LE PRESIDENT.- NOTRE ROLE N'EST PAS D'IMAGINER DES HYPOTHESES C'EST DE VOIR CE QUI DOIT ETRE FAIT. LES SOVIETIQUES NOUS ONT EXPOSE DIRECTEMENT, ET ENSUITE AU TRAVERS DE NOS CONTACTS DIPLOMATIQUES, LES MOTIFS QU'ILS DONNENT A LEUR INTERVENTION EN AFGHANISTAN. ILS ONT EXPOSE, A CETTE OCCASION, LEUR INTENTION DE PROCEDER AU RETRAIT DE LEURS FORCES DE CE PAYS. A-PARTIR DU MOMENT OU CETTE INDICATION A ETE DONNEE, IL FAUT ENTRER DANS CE RAISONNEMENT ET FAIRE PRECISER LES MODALITES ET LES CONDITIONS DE CE RETRAIT. S'IL APPARAIT QUE CE RETRAIT DOIT S'ACCOMPAGNER DE REFLEXIONS SUR DES PROBLEMES PLUS VASTES CONCERNANT LA SECURITE ET LA STABILITE DE LA REGION ET NOTAMMENT LES GARANTIES QUI DOIVENT ETRE APPORTEES POUR QUE CETTE REGION CONNAISSE EFFECTIVEMENT UNE SITUATION DE STABILITE ET DE SECURITE, CECI PEUT FAIRE L'OBJET DE NEGOCIATIONS.

QUESTION.- IL FAUT DONC POUR CELA POURSUIVRE LE DIALOGUE ?

- LE PRESIDENT.- LORSQU'ON VEUT OBTENIR UN RESULTAT, ET QUE CE RESULTAT SUPPOSE UNE INFORMATION RECIPROQUE DES ANALYSES ET DES SITUATIONS, IL EST EVIDENT QU'IL FAUT POURSUIVRE LE DIALOGUE. LE DIALOGUE SERA DONC POURSUIVI.

QUESTION.- MAINTENANT, LA BALLE SE TROUVE-T-ELLE DANS LE CAMP SOVIETIQUE ?

- LE PRESIDENT.- LA VIE INTERNATIONALE COMPORTE TOUJOURS UN FAISCEAU DE FAITS ET D'EVENEMENTS. MAIS L'EVENEMENT DOMINANT DES DERNIERES SEMAINES A ETE EFFECTIVEMENT LA DECISION PRISE PAR L'UNION SOVIETIQUE URSS D'ENVOYER SES FORCES EN AFGHANISTAN, DECISION D'AILLEURS QUI A FAIT L'OBJET DE DELIBERATIONS LONGUES DE LA PART DE L'UNION SOVIETIQUE. C'EST DONC A ELLE

D'APPRECIER SUR LE VU DES REACTIONS INTERNATIONALES ET A-PARTIR DES INDICATIONS QUE NOUS DONNONS, LA REponse QUI DOIT ETRE APPORTEE A CELLES-CI.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- ESSAIEZ-VOUS DE RALLIER LES BRITANNIQUES A LA POSITION FRANCO - ALLEMANDE ` SUR L'INTERVENTION SOVIETIQUE EN AFGHANISTAN ` ?

- LE PRESIDENT.- NOUS NE CHERCHONS PAS A FAIRE PARTAGER NOS VUES A QUI QUE CE SOIT. IL EXISTE UNE POLITIQUE DE LA FRANCE, UNE ANALYSE DE LA SITUATION PAR LA FRANCE. NOUS AVONS ETE, DANS CETTE SITUATION, EN RELATION AVEC NOS PARTENAIRES. NOUS AVONS DES CONTACTS AVEC LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, AVEC LA GRANDE-BRETAGNE. LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES BRITANNIQUE ETAIT A PARIS SAMEDI DERNIER. NOUS ECHANGEONS NOS VUES. NOUS NE CHERCHONS PAS A ENROLER SOUS NOTRE BANNIERE TEL OU TEL PAYS.

- PAR CONTRE, ETANT DONNE LE CARACTERE TRES ETROIT DES RELATIONS QUE NOUS ENTRETENONS AVEC L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA`, IL ETAIT IMPORTANT DE SAVOIR SI NOS ANALYSES, NOS POSITIONS ETAIENT COMMUNES. NOUS AVONS ABOUTI A CE RESULTAT. NATURELLEMENT, CERTAINS D'ENTRE VOUS METTENT EN RELIEF QUE DANS L'INTERPRETATION, LA PRESENTATION, IL Y A DES SENSIBILITES DIFFERENTES. CES SENSIBILITES TIENNENT AU FAIT QUE NOS PARTENAIRES ALLEMANDS APPARTIENNENT A L'ORGANISATION ATLANTIQUE `OTAN`, ALORS QUE LA FRANCE N'Y APPARTIENT PAS ET QU'ELLE N'A AUCUNE INTENTION DE MODIFIER SES RAPPORTS AVEC CELLE-CI. IL EST DONC NORMAL QUE CHACUN TIENNE \_COMPTE DU CARACTERE SPECIFIQUE DE SA POSITION. MAIS, JE LE REPETE, L'ANALYSE ET L'ACTION SERONT IDENTIQUES.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- IL EST FAIT MENTION TROIS FOIS DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE ? CECI A-T-IL UNE SIGNIFICATION ?

- LE PRESIDENT.- UNE FOIS. NOUS PARLONS DEUX FOIS DES ALLIES, UNE FOIS DE L'ORGANISATION ATLANTIQUE `OTAN`. IL Y A TOUJOURS, JE NE VEUX PAS VOUS EN FAIRE GRIEF, UN MANQUE DE PENETRATION DANS L'ANALYSE DE CE PROBLEME. LA FRANCE A TOUJOURS APPARTENU A L'ALLIANCE ATLANTIQUE. LES PRESIDENTS DE LA REPUBLIQUE SUCCESSIFS, LE GENERAL DE GAULLE, LE PRESIDENT POMPIDOU, MOI-MEME, ONT TOUJOURS REAFFIRME L'APPARTENANCE A CETTE ALLIANCE. LES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES FRANCAIS, DANS LEURS PROGRAMMES ELECTORAUX, ONT CONFIRME L'APPARTENANCE DE LA FRANCE A CETTE ALLIANCE. DONC CE N'EST PAS UN SUJET DE DISCUSSION. QUEL EST L'OBJET DE CETTE ALLIANCE ? C'EST DE FAIRE JOUER, LORSQUE LES CIRCONSTANCES CONDUISENT A LES FAIRE INTERVENIR, LES ENGAGEMENTS DE CETTE ALLIANCE QUI SONT DECRITS DANS LES DISPOSITIFS DU TRAITE.

- NOUS RAPPELONS, QUE SI LA TENSION INTERNATIONALE DEVAIT CONDUIRE A UNE SITUATION METTANT EN JEU LES CLAUSES DE L'ALLIANCE, LA FRANCE, QUI A TOUJOURS RESPECTE SES ENGAGEMENTS, RESPECTERAIT BIEN ENTENDU CEUX-LA.

- PAR CONTRE, IL EXISTE UNE POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA FRANCE, UNE ACTION INTERNATIONALE DE LA FRANCE QUI A TOUJOURS ETE MARQUEE PAR LA VOLONTE D'INDEPENDANCE ET PAR LA \_RECHERCHE DE SOLUTIONS ADAPTEES AUX CIRCONSTANCES DU MOMENT. C'EST CETTE POLITIQUE QUI A CONDUIT LA FRANCE A PROPOSER LA POLITIQUE DE LA DETENTE A-PARTIR DES ANNEES 1964 OU A NOUER AVEC L'ALLEMAGNE FEDERALE `RFA` LES RELATIONS PARTICULIERES QUE CE SOMMET VIENT ENCORE D'ILLUSTRE.

- C'EST CETTE POLITIQUE INDEPENDANTE DE LA FRANCE QUI L'A CONDUITE A L'HEURE ACTUELLE A RECHERCHER LES CONDITIONS DANS LESQUELLES POURRAIT ETRE REDUITE LA TENSION INTERNATIONALE.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS INTERNATIONALES ` QUESTION.- PENSEZ-VOUS QUE DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES, IL SOIT SOUHAITABLE QUE M. BREJNEV

VIENNE VOUS VOIR ?

- LE PRESIDENT.- IL N'Y A PAS DE PROJET A L'HEURE ACTUELLE EN CE SENS. MAIS, COMME JE LE DISAIS TOUT A L'HEURE, LES CONTACTS ENTRE LA FRANCE ET L'UNION SOVIETIQUE `URSS` SERONT POURSUIVIS.

- QUESTION.- NI LA FRANCE, NI L'ALLEMAGNE `RFA` N'ONT PARLE DE SANCTIONS. PENSEZ-VOUS QU'IL PUISSE Y AVOIR LA UN ELEMENT DE CONFLIT AVEC LES AMERICAINS ?

- LE PRESIDENT.- JE L'AI DIT, JE VOUS DEMANDE DE RETENIR CE POINT, DANS UNE SITUATION COMME CELLE-CI, CE QUE NOUS FIXONS CE SONT DES OBJECTIFS. L'OBJECTIF, C'EST DE VOIR S'IL EST POSSIBLE DE REDUIRE LA TENSION INTERNATIONALE ET LA REDUCTION DE CETTE TENSION SUPPOSE QUE L'UNION SOVIETIQUE SOIT CONDUITE AU RETRAIT DE SES FORCES D'AFGHANISTAN.

- C'EST UNE AUTRE APPROCHE QUE DE PRENDRE UNE APPROCHE DE SANCTIONS. UNE APPROCHE DE SANCTIONS IMPLIQUE QUE CE RESULTAT N'EST PAS ESCOMPTE ET PEUT MEME, A CERTAINS EGARDS, AVOIR DES EFFETS DIFFERENTS. L'EXPERIENCE A MONTRE QU'EN-RAISON DE SANCTIONS, LES PAYS SONT AMENES A SE RAIDIR DANS LEUR POSITION ET A NE PAS ENTRER DANS LA \_RECHERCHE D'UNE SOLUTION. C'EST POURQUOI L'APPROCHE DE LA FRANCE EST DE RECHERCHER LES MODALITES ET LES CONDITIONS DE CE RETRAIT.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- AU-COURS DES CONVERSATIONS AVEC LES SOVIETIQUES, AVEZ-VOUS OBTENU DES INDICATIONS SUR LE MOMENT AUQUEL LES SOVIETIQUES `URSS` SE RETIRERONT D'AFGHANISTAN ?

- LE PRESIDENT.- JUSQU'A PRESENT, CES CONVERSATIONS NE NOUS ONT PAS APPORTE D'INDICATIONS POSITIVES SUR CE POINT. PAR CONTRE, IL EST SIGNIFICATIF QUE CES CONVERSATIONS AIENT EU \_LIEU DE MANIERE A CE QUE L'ANALYSE DE LA SITUATION PUISSE ETRE COMPAREE. D'AILLEURS, J'AI DEMANDE AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ` JEAN FRANCOIS-PONCET ` DE RECEVOIR L'AMBASSADEUR DE L'UNION SOVIETIQUE DE FACON A LUI COMMENTER L'ANALYSE DE LA SITUATION QUE NOUS FAISONS ET EN MEME TEMPS LA PORTEE DE LA DECLARATION QUE VOUS VENONS DE SIGNER.

- QUESTION.- VOUS AVEZ, LORS DE LA PRESENTATION DES VOEUX, EVOQUE LE RISQUE DE GUERRE. QU'EN EST-IL AUJOURD'HUI ?

- LE PRESIDENT.- LORSQUE JE L'AI DIT, CECI A SURPRIS ET A MEME JE CROIS, INQUIETE CERTAINS DE NOS COMPATRIOTES. D'AUTRES ONT VOULU Y VOIR, JE NE SAIS PAS POURQUOI, UNE MANOEUVRE DE POLITIQUE INTERIEURE. A-PARTIR DU MOMENT OU COMMENCE A S'ELEVER LE NIVEAU DE LA TENSION ENTRE LES SUPER-PUISSANCES, LE DANGER DE CONFRONTATION EXISTE ET JE REFERAIS, SI J'AVAIS A LE FAIRE, L'ANALYSE DU 31 DECEMBRE `1979 ` DATE ` DERNIER.

- JE CONSIDERE PAR CONTRE QU'IL EXISTE UNE POSSIBILITE D'ACTION POUR REDUIRE CETTE TENSION. C'EST CETTE POSSIBILITE QUE NOUS NOUS EFFORCONS D'EXPLORER.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- VOUS AVEZ DECIDE LA CONSTRUCTION D'UN CHAR FRANCO - ALLEMAND. EST-CE UNE DECISION IMPORTANTE ?

- LE PRESIDENT.- C'EST IMPORTANT, PUISQUE C'EST UN DES OUTILS ESSENTIELS DE LA DEFENSE.

- NOUS AURONS EN \_COMMUN AVEC LES ALLEMANDS NOTRE AVION D'ENTRAINEMENT, L'ALPHA JET QUI EST UNE CONSTRUCTION FRANCO - ALLEMANDE. NOUS AVONS NOS AVIONS DE TRANSPORT A LONGUE PORTEE, LE TRANSALL, ET NOUS AURONS DESORMAIS CE QUE NOUS N'AVONS PAS DANS L'ARMEE DE TERRE : UN ENGIN IMPORTANT DE COMBAT QUI SERA CE CHAR FRANCO - ALLEMAND.

- C'EST UN CHAR DONT LE TONNAGE ` POIDS ` SERA DE-L-ORDRE DE 50 TONNES, C'EST-A-DIRE UN CHAR UN PEU PLUS LOURD QUE NOTRE AMX 30 ACTUEL ET QUI DEVRA COUVRIR LES BESOINS DE L'ADMFF FRANCAISE EN CHARS LOURDS A.

COUVRIR L'ENSEMBLE DES BESOINS DE L'ARMEE FRANCAISE EN CHARS LEOARDS. A PARTIR DES ANNEES 90, NOS AMX 30 ATTEINDRONT LEUR AGE DE RENOUVELLEMENT. C'EST EGALEMENT A-PARTIR DE CETTE ANNEE QUE LES LEOPARD `CHAR ALLEMAND`, - C'EST-A-DIRE LE PREMIER LEOPARD I -, ATTEINDRONT EGALEMENT LEUR AGE DE RENOUVELLEMENT. DONC, NOS ARMEES SERONT DOTEES DU MEME MATERIEL. NOUS AVONS PREVU DES DISPOSITIONS DE FACON A ASSURER NATURELLEMENT L'INDEPENDANCE DE L'EMPLOI ET LA POSSIBILITE DE COUVRIR NOS BESOINS NATIONAUX SANS AUCUNE INTERFERENCE EXTERIEURE.

- C'EST UNE ACTION TRES IMPORTANTE PUISQUE AU TOTAL L'ORDRE DE GRANDEUR DE FABRICATION DE CES CHARS POUR LES BESOINS NATIONAUX FRANCO - ALLEMANDS SERAIT DE 4000 `NOMBRE` ENVIRON. SI L'ON PREND EN CONSIDERATION LES BESOINS D'EXPORTATION DES PAYS QUI SONT SOIT ACQUEREURS DE LEOPARD, SOIT ACQUEREURS DE AMX 30 A L'HEURE ACTUELLE, CELA REPRESENTE LA QUASI TOTALITE DES PAYS EUROPEENS ET UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS IMPORTANTS DU MONDE.

- QUESTION.- 4000 CHACUN ?

- LE PRESIDENT.- NON, 4000 AU TOTAL. C'EST-A-DIRE ENVIRON 40 MILLIARDS DE FRANCS.\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- VOUS ALLEZ AVOIR DES CONVERSATIONS AVEC MOSCOU £ EST-CE QUE L'ALLEMAGNE `RFA` EN AURA EGALEMENT ?

- LE PRESIDENT.- CE QUE M'A DIT LE CHANCELIER `HELMUT SCHMIDT`, C'EST QU'IL AVAIT L'INTENTION DE MAINTENIR AVEC L'UNION SOVIETIQUE `URSS` LES CONVERSATIONS, DONT LE PRINCIPE ETAIT ARRETE. IL N'Y A PAS A L'HEURE ACTUELLE DE CALENDRIER, A MA CONNAISSANCE, MAIS SUR-LE-PLAN DES PRINCIPES L'ALLEMAGNE A DECIDE DE LES POURSUIVRE.\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- COMPTE\_TENU DE LA SITUATION, ETES-VOUS FAVORABLE A UNE AUGMENTATION DES CREDITS MILITAIRES ?

- LE PRESIDENT.- NOUS AVONS DEJA DECIDE DANS LE BUDGET EN-COURS, LE BUDGET DE 1980, L'AUGMENTATION DES CREDITS MILITAIRES. NOUS AVONS PREVU UNE AUGMENTATION DU NIVEAU DE CES CREDITS POUR 1981.

- LA CARACTERISTIQUE DE L'EFFORT D'EQUIPEMENT MILITAIRE, C'EST DE PORTER SUR DES DECISIONS QUI SONT A MOYEN TERME. C'EST AINSI, PAR EXEMPLE, QUE LA CONSTRUCTION D'UN SOUS-MARIN NUCLEAIRE EST UNE OPERATION QUI PREND 5 ANS ENTRE LE MOMENT OU LA DECISION EST PRISE ET L'ENTREE EFFECTIVE EN SERVICE. NOUS ALLONS AVOIR UN SOUS-MARIN NUCLEAIRE QUI VA COMMENCER SES ESSAIS AU PRINTEMPS 1980, NOUS EN AVONS UN AUTRE QUI ENTRERA EN SERVICE DANS LES ANNEES 1983. NOUS N'AVONS PAS LE POUVOIR D'ACCELERER, POUR DES RAISONS TECHNIQUES, CES CONSTRUCTIONS. DE MEME, DEPUIS QUE JE SUIS PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, J'AI LANCE, VOUS LE SAVEZ, LA CONSTRUCTION DE CE QUE NOUS APPELONS LE M 4, C'EST-A-DIRE LA FUSEE FRANCAISE A TETE MULTIPLE DONT NOS MOYENS STRATEGIQUES COMMENCERONT A ETRE DOTES DANS LES ANNEES 84 - 85 `1984 - 1985`. LA AUSSI, IL N'Y A PAS DE POSSIBILITE D'ACCELERATION, CECI TIENT A DES FACTEURS TECHNIQUES.

- NOUS POURSUIVRONS NOTRE EFFORT ET CET EFFORT VEUT DIRE QUE PENDANT LA PERIODE 80 - 85, ON VA ASSISTER A UN ACCROISSEMENT SUBSTANTIEL DE LA CAPACITE DE MOYENS DE DEFENSE, NOTAMMENT NUCLEAIRE.

- J'AJOUTE QUE JE TIENDRAI, LA SEMAINE PROCHAINE UNE PREMIERE REUNION SUR L'\_ETAT D'AVANCEMENT DES ETUDES CONCERNANT LE CHOIX DE NOTRE NOUVEAU VECTEUR DE LA FORCE DE DISSUASION DEVANT REMPLACER, DANS LES ANNEES 90 `1990`, LES VECTEURS EXISTANTS.\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- EST-CE QUE VOUS PENSEZ QUE, DANS LES CIRCONSTANCES PRESENTES, UNE RENCONTRE A

QUATRE, LES QUATRE QUI ETAIENT A LA GUADELOUPE ` ETATS-UNIS ` RFA ` GRANDE-BRETAGNE ` FRANCE ` , SERAIT SOUHAITABLE ?

- LE PRESIDENT.- DANS LA LIGNE QUE NOUS SUIVONS, NOUS NOUS EFFORCONS D'EVITER TOUT CE QUI CONDUIT OU TOUT CE QUI COMPORTE LA RENAISSANCE DE BLOCS. NOUS SOMMES CONVAINCUS QU'A L'HEURE ACTUELLE, JE SUIS CONVAINCU QUE S'IL Y A UN ACCROISSEMENT DE L'ORGANISATION DU MONDE EN BLOCS, NOUS AUGMENTONS D'AUTANT LA TENSION INTERNATIONALE ET D'AUTRE\_PART, NOUS FAISONS DISPARAITRE LA FACULTE D'EXPRESSION ET D'ACTION DE LA POLITIQUE INDEPENDANTE DE LA FRANCE. C'EST POURQUOI JE SUIS SURPRIS, POUR MA PART, DE L'INSISTANCE QUE CERTAINS METTENT, A L'HEURE ACTUELLE A NOUS POUSSER, SANS SUCCES D'AILLEURS, EN\_DIRECTIONS D'UN ALIGNEMENT SUR LES THESES DE TEL OU TEL, C'EST-A-DIRE SUR LA RECONSTITUTION DU SYSTEME DES BLOCS QUI, D'UNE\_PART, ACCROIT LA TENSION ET, D'AUTRE\_PART, FAIT DISPARAITRE LA MARGE DE MANOEUVRE ET D'INFLUENCE DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE. DONC TOUT CE QUI PEUT CONDUIRE A UNE TELLE SITUATION EST QUELQUE CHOSE QUI NE RECEVRA PAS NOTRE SOUTIEN, NOTRE PARTICIPATION. QU'IL Y AIT DES CONSULTATIONS ET DES ECHANGES D'INFORMATION, CECI EST TOUT A FAIT LEGITIME ET DONC PEUT ETRE ENVISAGE A DIFFERENTS NIVEAUX. MAIS TOUTE REUNION QUI AURAIT COMME CONSEQUENCE DE FAIRE APPARAITRE DANS LA SITUATION ACTUELLE UNE ATTITUDE DE BLOC NE COMPORTERA PAS DE PARTICIPATION FRANCAISE.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, QU'EST-CE QUE C'EST QU'UN PAYS AUTHENTIQUEMENT ATTACHE AU NON-ALIGNEMENT ?

- LE PRESIDENT.- C'EST UN PAYS QUI DETERMINE SES DECISIONS SANS PRENDRE EN CONSIDERATION LES PRESSIONS QU'IL PEUT SUBIR, A UN MOMENT, DE LA PART DE TELLE OU TELLE DES SUPER-PUISSANCES. C'EST DONC UN PAYS QUI ABORDE LA DISCUSSION D'UNE SITUATION OU D'UNE DECISION SANS AVOIR ETE AU PREALABLE INFLUENCE PAR UNE SUPER-PUISSANCE. IL Y A PARMIS LES PAYS NON-ALIGNES, ON L'A VU D'AILLEURS AU MOMENT DU DERNIER VOTE DES NATIONS-UNIES UN GRAND NOMBRE DE PAYS QUI SONT AUTHENTIQUEMENT NON-ALIGNES.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- IL Y A EU UNE DECLARATION FRANCO - INDIENNE, UNE DECLARATION FRANCO - ALLEMANDE. CETTE DERNIERE DECLARATION EST-ELLE UNE NOUVELLE POSITION PAR-RAPPORT A CE QUE VOUS AVEZ DEFINI EN INDE ?

- LE PRESIDENT.- LORSQUE J'ETAIS EN INDE, CEUX D'ENTRE VOUS QUI ETAIENT AVEC MOI, ONT SU QUE J'AVAIS L'INTENTION DE RECHERCHER AVEC L'ALLEMAGNE FEDERALE ` RFA ` L'ELABORATION D'UNE DECLARATION COMMUNE. IL Y A DONC UNE CONTINUITÉ ENTRE LA DECLARATION FRANCO - INDIENNE ET, AUJOURD'HUI, LA DECLARATION FRANCO - ALLEMANDE. IL Y A NATURELLEMENT DES DIFFERENCES : L'INDE N'APPARTIEN PAS A L'ALLIANCE ATLANTIQUE ET, PAR CONTRE, LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE FEDERALE FONT PARTIE DE CETTE ALLIANCE. IL Y A DONC NATURELLEMENT UNE DIFFERENCE DANS CES DEUX TEXTES. NEANMOINS, DANS LE TEXTE QUE NOUS AVONS SIGNE, IL Y A, A MA DEMANDE, UN PARAGRAPHE 4 QUI CONCERNE LES PAYS AUTHENTIQUEMENT NON-ALIGNES - JE PENSE EN-PARTICULIER A L'INDE - ET AU ROLE QUE CES PAYS PEUVENT JOUER POUR LA PAIX ET LA STABILITE DU MONDE. JE SUIS CONVAINCU, QU'A L'HEURE ACTUELLE, LES PAYS NON-ALIGNES DISPOSENT DE CERTAINS MOYENS DE PRESSION ET D'INFLUENCE QUI PEUVENT ETRE UTILISES POUR LA REDUCTION DES TENSIONS DANS LE MONDE.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- AU-SEIN DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ` CEE ` , PENSEZ-VOUS RALLIER A LA DECLARATION FRANCO - ALLEMANDE LES AUTRES PAYS ?

- LE PRESIDENT.- JE L'AI DIT, CE N'EST PAS NOTRE OBJECTIF. IL Y A UNE CERTAINE

DIVERSITE D'ATTITUDES OU DE REACTIONS DANS LA COMMUNAUTE\_ECONOMIQUE\_EUROPEENNE. IL FAUT TOUJOURS SE SOUVENIR QUE, JUSQU'A PRESENT, S'IL EXISTE UNE COOPERATION POLITIQUE ENTRE LES NEUF, IL N'EXISTE PAS D'EXPRESSION UNIQUE DE LEUR POLITIQUE. LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, SONT REUNIS DANS-LE-CADRE DE CETTE COOPERATION POLITIQUE. IL EST NATURELLEMENT SOUHAITABLE QUE LEURS VUES SOIENT CONVERGENTES. NEANMOINS NOUS N'AVONS PAS L'INTENTION DE LES CONTRAINDRE OU MEME DE SOLLICITER DE LEUR PART UN RALLIEMENT A NOTRE TEXTE.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALLEMANDES ` QUESTION.- POUR ARRIVER A L'ACCORD D'AUJOURD'HUI, MONSIEUR LE PRESIDENT, QUELS ONT ETE LES PRINCIPAUX OBSTACLES QUE VOUS-MEME ET LE CHANCELIER `HELMUT SCHMIDT` AVEZ DU SURMONTER ?

- LE PRESIDENT.- JE VOUS SURPRENDRAI, JE VOUS DECEVRAI EN VOUS DISANT QU'IL N'Y EN PAS EU. NOUS AVIONS CORRESPONDU AU TELEPHONE ET LE CHANCELIER M'AVAIT DIT QU'IL SOUHAITAIT QUE NOUS PUISSIONS ABOUTIR A UN TEXTE COMMUN. AVANT MON DEPART EN INDE, NOUS AVIONS PRIS DES DISPOSITIONS POUR QUE DES CONTACTS S'ETABLISSENT. IL M'A PROPOSE D'ARRIVER EN AVANCE DE FACON A DISPOSER DU DELAI NECESSAIRE ET EN FAIT IL N'Y A PAS EU POUR L'ETABLISSEMENT DE CE TEXTE DE VERITABLES DIFFICULTES. LES "DIFFICULTES" (ENTRE GUILLEMETS) ETAIENT PLUTOT REDACTIONNELLES, COMPTE\_TENU DES FORMULES HABITUELLES DES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES, MAIS SUR LA SUBSTANCE, IL N'Y EN PAS EU.\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AFRICAINES ` QUESTION.- COMMENT VOYEZ-VOUS LA CONFERENCE DE MADRID `CSCE` DANS CETTE AFFAIRE ?

- LE PRESIDENT.- JE SUIS SURPRIS DE VOIR QUE VOUS M'AVEZ POSE LA QUESTION DES JEUX OLYMPIQUES. ON EN PARLE, ALORS QU'IL N'Y A PAS DE RELATION DIRECTE ENTRE LES JEUX OLYMPIQUES ET LES EVENEMENTS INTERNATIONAUX. IL N'Y A PAS DE RELATION DE \_NATURE. IL Y A PAR CONTRE UNE RELATION DE \_NATURE ENTRE LA REUNION DE MADRID ET LA POURSUITE DE LA DETENTE. NOUS SOUHAITONS QUE D'ICI MADRID LES CONDITIONS D'EVOLUTION DE LA SITUATION INTERNATIONALE PERMETTENT D'ENVISAGER UN CONTEXTE POSITIF POUR CETTE REUNION. CET ELEMENT D'APPRECIATION EST ESSENTIEL POUR SAVOIR SI ON PEUT ATTENDRE OU NON UNE CONTRIBUTION POSITIVE DE LA CONFERENCE DE MADRID POUR LA DETENTE.

- QUESTION.- VOUS PENSEZ QU'ON POURRAIT ALLER A MADRID SI LES SOVIETIQUES ETAIENT ENCORE EN AFGHANISTAN ?

- LE PRESIDENT.- JE NE VOUS REPONDRAI PAS SUR CE POINT. NOUS DISONS QUE POUR LE SUCCES DES CONVERSATIONS EN-COURS, LES DECISIONS CONCERNANT LES MODALITES ET LES CONDITIONS DE RETRAIT DES FORCES DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS` SONT UN ELEMENT DE CE SUCCES.\